

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Périgny
Rue Edmé Mariotte
17180 Périgny

Périgny, le 06/03/26

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SDLP

8 rue de Béthencourt
17000 La Rochelle

Références : 0007210653/2026-141

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/02/2026 dans l'établissement SDLP implanté Fief de la Repentie 17000 La Rochelle. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SDLP
- Fief de la Repentie 17000 La Rochelle
- Code AIOT : 0007210653
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société SDLP exploite, au Fief de la Repentie, un site de stockage de liquides inflammables classés Seveso seuil haut.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|-------------------------|--|-----------------------|
| 2 | Interdiction du | Règlement européen du | Demande d'action corrective | 1 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|--|-----------------------|
| | PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique) | 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants | | |
| 5 | Analyse de PFAS dans les rejets aqueux | Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3 | Demande d'action corrective | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Plan de modernisation | Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.4.3 | Avec suites, Demande d'action corrective | Sans objet |
| 3 | Mesures de maîtrise des risques | Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.8.1.1 et 7.8.1.3 | / | Sans objet |
| 4 | Indisponibilité de la MMR - traçabilités des vérifications | Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.8.1.4 et 7.8.1.5 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant avait fait l'acquisition d'un nouvel émulseur sans fluor. Il convient que l'exploitant procède au réglage du proportionneur et réalise les analyses nécessaires afin de s'assurer de la qualité du prémélange et de la mousse générée.

Lors de l'inspection, une mesure de maîtrise des risques a été inspectée. L'exploitant dispose des procédures adéquates et a mis en place les éléments nécessaires afin de s'assurer de son efficacité. Il réalise les vérifications nécessaires et dispose des enregistrements afférents.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de modernisation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.4.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des tuyauteries |
| Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 23/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective |
| Prescription contrôlée : <p>Constat émis lors de l'inspection du 23 septembre 2024 :</p> <p>Les tuyauteries d'alimentation et de refoulement des quatre réservoirs ainsi que les tuyauteries de la pomperie sont soumises au plan de modernisation au titre de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010. L'exploitant a classé l'ensemble de ces tuyauteries en classe 1 du fait de la proximité du site avec la mer.</p> <p>L'exploitant a précisé que les inspections périodiques quinquennales sont désormais réalisées lors de la vérification quinquennale des réservoirs.</p> <p>Le site ayant été exploité auparavant par l'armée, l'exploitant ne dispose pas de l'ensemble des éléments liés à la construction et à l'historique avant la reprise du dépôt.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure de suivi des tuyauteries datée de janvier 2022 indiquant qu'il applique le DT 96.</p> <p>L'exploitant ne dispose pas en tant que tel d'un état initial des tuyauteries soumises.</p> <p>L'exploitant a présenté son programme d'inspection. Il détaille, pour le site du Fief de la Repentie et pour chaque tuyauterie : le produit transporté, la date du dernier contrôle, le niveau de classe, le descriptif des défauts rencontrés, les actions prévues et la date du prochain contrôle.</p> <p>À la lecture de ce tableau, l'inspection observe que la date du dernier contrôle est 2002. Celle du prochain contrôle est fixée en 2031 alors que la fréquence de suivi est quinquennale et aurait donc dû être en 2027.</p> <p>Par ailleurs, comme mentionné dans le paragraphe 1.5.5 de la procédure interne de suivi des tuyauteries, la classe de l'ensemble des tuyauteries du Fief est « 1 ». Or, le programme d'inspection mentionne une classe 2 pour la tuyauterie de la pomperie.</p> <p>Le plan d'inspection est détaillé dans la procédure de suivi des tuyauteries. Celle-ci identifie les modes de dégradation, détermine les contrôles à réaliser ainsi que leur fréquence et explicite les zones de contrôles et les mesures à réaliser.</p> <p>L'inspecteur a consulté les comptes-rendus de la dernière inspection des tuyauteries. Celle-ci a été effectuée par la société Scopeo en décembre 2021 pour la pomperie et en décembre 2022 pour les tuyauteries des quatre réservoirs.</p> <p>Les supports de tuyauteries font l'objet d'une inspection.</p> <p>Les rapports concluent au maintien en service des tuyauteries.</p> <p>→ L'exploitant doit conformément au DT 96 réaliser un état initial de chaque tuyauterie à partir du dossier d'origine ou reconstitué comportant, lorsque ces informations existent :</p> |

| |
|---|
| <ul style="list-style-type: none"> - un plan ou un schéma comportant les accessoires sous pression et les repères des accessoires de sécurité, complété éventuellement de documents pertinents (Ex. photos), - les caractéristiques de construction (DN, PN, fluide, température et pression maximales admissibles, matériaux, revêtements de protection, isolants, codes ou normes), - les éléments relatifs aux interventions (contrôle initial, inspections, contrôles non-destructifs, maintenances et réparations éventuelles). <p>→ L'exploitant modifie son programme de surveillance afin de fixer l'échéance de la prochaine inspection des tuyauteries à + 5 ans soit en 2027.</p> <p>→ L'exploitant rectifie son programme de surveillance afin d'indiquer que la classe de la tuyauterie de la pomperie est « 1 ».</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté en séance le résultat du travail effectué en 2025 par la société Scopeo afin d'établir l'état initial de chaque tuyauterie concernée par le plan de modernisation.</p> <p>L'inspectrice a consulté l'état initial de la tuyauterie d'alimentation du bac F1 (reliant la pomperie au réservoir) comportant un ISO de la tuyauterie, et les caractéristiques (DN 350, PN20, PS 7,5 bars, revêtement extérieur : brai, matériau : acier, absence de calorifuge, codefi).</p> <p>L'exploitant a modifié son programme de surveillance afin de fixer l'échéance de la prochaine inspection des tuyauteries à + 5 ans soit en 2027. Le programme indique désormais que la classe de la tuyauterie de la pomperie est « 1 ».</p> <p>L'exploitant a mis en œuvre les actions permettant de répondre aux constats émis de l'inspection du 23 septembre 2024.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 2 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, PFAS dans les mousses anti-incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3</p> <p>1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.</p> <p>[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]</p> <p>Article 4</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.</p> <p>Annexe I</p> |

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ? ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.
2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

Constats :

Le site dispose d'une cuve d'émulseur de 10 m³ rempli à moitié d'émulseur synthétique 6 % fourni par Eau et feu. L'exploitant déclare que la cuve est actuellement isolée du réseau de lutte contre l'incendie.

Afin de remplacer l'émulseur actuel contenant des PFAS, l'exploitant a acheté à la fin de l'année 2025, 6 GRV d'émulseur sans fluor Profree F3 AR 3x3 (fournisseur Profoam).

Sur site, l'inspectrice a constaté dans un des bâtiments, la présence de la cuve contenant l'ancien émulseur et des 6 GRV d'émulseur Profree F3 AR 3x3. Afin d'injecter l'émulseur dans le réseau incendie, l'exploitant a mis en place une canne plongeante reliée à un flexible qu'il suffira d'introduire dans le GRV d'émulseur en cas de besoin.

L'exploitant a indiqué qu'il disposait du budget pour faire éliminer l'émulseur qui n'est plus utilisé et procéder au rinçage de la cuve. Le nouvel émulseur sans fluor serait ensuite transvasé des GRV vers la cuve de 10 m³. Lors de la visite, il a également été évoqué la possibilité de relier directement deux GRV au système incendie (besoin estimé en cas d'incendie 1,4m³), ce qui ne nécessiterait pas le transvasement des GRV vers la cuve fixe de stockage.

Le nouvel émulseur Profree F3 AR 3x3 est qualifié par le GESIP pour les feux d'hydrocarbures et d'éthanol pour une utilisation à 3 %.

L'exploitant n'a pas encore procédé au réglage du proportionneur.

L'exploitant ne souhaite pas mettre à jour l'étude hydraulique. Il prévoit la réalisation de test en réel permettant l'analyse d'un échantillon de mousse afin de s'assurer de la concentration du pré mélange.

Lors de la visite, l'inspectrice a indiqué qu'en complément, et à l'instar des demandes formulées pour le site de Ré, il est demandé de réaliser un essai de foisonnement pour vérifier la qualité de la mousse et d'effectuer une mesure ultrasons pour vérifier les débits réels délivrés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ L'exploitant procède au réglage du proportionneur.

→ L'exploitant réalise un prélèvement du prémélange afin de vérifier la bonne concentration en émulseur dans le prémélange, un essai de foisonnement pour vérifier la qualité de la mousse et effectue une mesure ultrasons pour vérifier les débits réels délivrés.

De manière plus générale, l'Inspection rappelle que les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.

→ L'exploitant évacue sa cuve d'émulseur contenant des PFAS

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Mesures de maîtrise des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.8.1.1 et 7.8.1.3 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Description, maintenance et tests |
| Prescription contrôlée : Les Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), au sens de la réglementation, qui interviennent dans la cotation en probabilité et en gravité des phénomènes dangereux dont les effets sortent ou pourraient sortir des limites du site doivent apparaître clairement dans une liste établie et tenue à jour par l'exploitant. [...] Ces mesures peuvent être techniques ou organisationnelles, actives ou passives et résultent des études de dangers. Dans le cas de chaîne de sécurité, la mesure couvre l'ensemble des matériels composant la chaîne. Les MMR comprennent au moins celles figurant dans l'étude de dangers des installations et dans les réponses apportées lors du processus d'instruction des dossiers et celles imposées par la réglementation nationale. [...] L'exploitant définit, dans le cadre de son SGS, toutes les dispositions encadrant le respect de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005, à savoir celles permettant de : <ul style="list-style-type: none">• vérifier l'adéquation de la cinétique de mise en œuvre par rapport aux événements à maîtriser,• vérifier leur efficacité,• les tester,• les maintenir. Ces dispositifs, qu'ils soient techniques, organisationnels ou mixtes, sont d'efficacité et de fiabilité éprouvées. Ces caractéristiques doivent être établies à l'origine de l'installation, et maintenues dans le temps. Leur domaine de fonctionnement fiable, ainsi que leur longévité, doivent être connus de l'exploitant. Les dispositifs sont conçus de manière à résister aux contraintes spécifiques aux produits manipulés, à l'exploitation et à l'environnement du système (choc, corrosion ...). Ils sont contrôlés périodiquement et maintenus au niveau de fiabilité décrit dans l'étude de dangers, en état de fonctionnement selon des procédures écrites. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. Toute défaillance des dispositifs, de leurs systèmes de transmission et de traitement de l'information est automatiquement détecté. Ces dispositifs et en particulier, les chaînes de transmission sont conçus pour permettre leur maintenance et de s'assurer périodiquement, par test de leur efficacité. |
| Constats : La mesure de maîtrise des risques contrôlée est en adéquation avec la cinétique de mise en oeuvre par rapport à l'évènement à maîtriser. L'inspection a permis de s'assurer que l'exploitant en vérifie son efficacité dans le temps et assure une maintenance adéquate. Les opérations de vérification sont enregistrées et archivées. Cf. partie confidentielle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 4 : Indisponibilité de la MMR - traçabilités des vérifications

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/03/2024, article 7.8.1.4 et 7.8.1.5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Indisponibilité de la MMR - traçabilités des vérifications |
| Prescription contrôlée : Article 7.8.1.4. indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une MMR En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place les mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité. De plus, toute intervention sur des matériels constituant toute ou partie d'une mesure dite "MMR" est suivie d'essais fonctionnels systématiques. Article 7.8.1.5. Traçabilité La traçabilité des différentes vérifications, tests, contrôles et autres opérations visées ci-dessus est assurée en permanence. L'exploitant tient ces restitutions à disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant met à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents permettant de justifier du respect des critères détaillés dans le paragraphe précédent, notamment : <ul style="list-style-type: none">- les programmes d'essais périodiques de ces mesures de maîtrise des risques,- les résultats de ces programmes,- les actions de maintenance préventives ou correctives réalisées sur ces mesures de maîtrise des risques. |
| Constats : En cas d'indisponibilité de l'appareil technique utilisé, l'exploitant dispose d'un second appareil et d'une autre technologie pouvant être mise en œuvre. Par ailleurs, l'exploitant effectue une traçabilité de la mise en œuvre de la mesure de maîtrise des risques inspectée. Cf. partie confidentielle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Analyse de PFAS dans les rejets aqueux

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 1 et 3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation d'émulseurs fluorés |
| Prescription contrôlée : <u>Article 1</u> I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées : 2330, 2345, 2350, 2351, 2567, 2660, 2661, 2750, 2752, 2760, 2790, 2791, 2795, 3120, 3230, 3260, 3410, 3420, 3440, 3450, 3510, 3531, 3532, 3540, 3560, 3610, 3620, 3630, 3670, 3710 ou 4713. |

Il s'applique également à tout exploitant d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté non mentionnée ci-dessus et utilisant, produisant, traitant ou rejetant des substances per- ou polyfluoroalkylées.

II. - Au sens du présent arrêté, on entend par :

- rejets aqueux : effluents issus de l'activité industrielle du site rejetés directement ou indirectement vers le milieu naturel, et rejets d'eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- substances PFAS (substances per- ou polyfluoroalkylées) : toute substance qui contient au moins un atome de carbone méthyle complètement fluoré (CF₃-) ou méthylène (-CF₂-), sans aucun atome H/Cl/Br/I lié.

Article 3 - L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Constats :

Par le passé, le site était détenteur d'un émulseur contenant des PFAS.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant en tant que détenteur de produits contenant des PFAS se positionne sur la réalisation d'une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois